

Quand les enfants donnent des leçons de civisme aux chefs d'Etat

Auteurs : Pierre Calame

Publié le : août 2012

Alors qu'en 2012, à Rio+20 les Etats se montrent incapables d'assumer leurs responsabilités vis-à-vis de la planète, malgré les grands pouvoirs dont ils disposent, les enfants, pourtant sans pouvoir, n'hésitent pas à affirmer leur volonté d'assumer leurs propres responsabilités.

Novembre 2010. Une délégation de jeunes Européens de 12 à 16 ans vient remettre au Président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, très ému, la Charte des responsabilités des enfants du monde : « Nous allons prendre soin de la planète ». Affirmant leurs responsabilités à l'égard de la planète, ils disent : « si ce n'est pas nous, qui ? Si ce n'est pas maintenant, quand ? Et ils invitent les autres acteurs, les puissants de ce monde, responsables politiques nationaux, journalistes, élus locaux à assumer leur propre part de responsabilité.

Juin 2012. Berezina politique et diplomatique de Rio+20. Les chefs d'Etat du monde entier ou leurs représentants approuvent à Rio un texte de cinquante pages, ritournelle rituelle sur la nécessaire sauvegarde de la planète, sans aucun engagement précis, sans remise en cause du sacro-saint principe de la souveraineté de Etats.

Le contraste est cruel. Ceux que l'on dit sans pouvoir proclament leurs responsabilités à l'égard de l'avenir. Ceux dont les actes ont un impact sur le monde entier et sur les équilibres fragiles dont dépend notre avenir commun nient les leurs..

Comment en est on arrivé là ? Depuis quarante ans, depuis la première conférence mondiale sur l'environnement, à Stockholm en 1972, l'insuffisance des deux piliers de la Communauté internationale, établis au lendemain de la seconde guerre mondiale, la Charte des Nations Unies et la Déclaration Universelle des Droits Humains, est notoire. Rien n'y est dit sur les interdépendances entre les sociétés et sur la sauvegarde de la biosphère. Normal, ce n'était pas la préoccupation de l'époque. Il était dès lors indispensable de doter la communauté internationale d'un troisième pilier. Celui ci ne pouvait résulter que d'un vaste dialogue inter-religieux et inter-culturel. Le temps n'est plus où les vainqueurs occidentaux de la guerre mondiale pouvaient affirmer l'universalité de valeurs issues de leur propre tradition et de leur propre histoire. Ce fut le sens des multiples tentatives de rédaction d'une Charte de la Terre lors de la préparation du premier Sommet de la Terre de 1992. Mais Maurice Strong, le Secrétaire général du sommet, n'a pu obtenir des Chefs d'Etat l'adoption d'une Charte commune. Il est vrai que cette Charte de l'époque était trop exclusivement centrée sur les questions environnementales pour avoir une portée générale et universelle. Mais la question est restée posée : les sociétés humaines peuvent elle se mettre d'accord sur des valeurs communes, trouvant un écho profond dans leurs traditions respectives, pour gérer ensemble notre unique et fragile planète ?

Cette question a été au coeur de la démarche de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire (www.alliance21.org), dynamique citoyenne internationale, née en 1993 du constat des limites du Sommet de la terre. Dès 1995, se forma au sein de l'Alliance un groupe de travail inter-religieux dont la mission était de répondre à la question des valeurs communes. A la fin des années quatre vingt dix, une valeur s'est imposée comme répondant à tous les critères recherchés. C'est la responsabilité. D'abord parce que le principe de réciprocité est au coeur de toute construction sociale : il y a communauté dès lors que chacun assume les impacts de ses actes vis à vis des autres membres de la communauté. Ensuite parce que la responsabilité, étendue cette fois à l'ensemble de la planète, est la contrepartie du caractère global des interdépendances. En troisième lieu parce que la responsabilité est la face cachée des droits : à quoi bon proclamer sans cesse de nouveaux droits s'ils ne sont opposables à personne, si personne n'a la responsabilité de les rendre effectifs. Enfin parce que c'est sur l'équilibre entre droits et responsabilités que se fonde une véritable citoyenneté.

En 2001, l'Assemblée mondiale de citoyens, organisée par l'Alliance à Lille, a adopté la Charte des responsabilités humaines. mais adopter un texte est une chose, le faire vivre en est une autre. L'éthique doit prospérer à trois niveaux : celui des convictions personnelles, celui des références collectives, celui des normes et du droit. D'où la démarche adoptée après Lille : la mise en débat de la Charte dans différents

contextes culturels, pour vérifier qu'elle trouvait un écho dans les coeurs, non comme révélation d'un principe nouveau mais plutôt comme miroir de valeurs déjà présentes dans la société ; le développement de dynamiques collectives au sein de différents milieux socio-professionnels -scientifiques, militaires, pêcheurs, habitants, migrants, cadres d'entreprises, pêcheurs, journalistes, etc...- pour donner un sens concret au principe de responsabilités dans les situations professionnelles les plus variées ; à terme la traduction des grands principes de la Charte dans le droit international.

Il arrive, comme le dit l'évangile, que les graines tombent dans un terrain fertile et y prospèrent. Ce qui est arrivé au Brésil où la diffusion de la Charte a été portée par deux militantes de l'Alliance impliquées dans l'éducation à l'environnement, Isis de Palma et Rachel Trajber. Au même moment, le Président Lula lançait de vastes consultations nationales. De cette coïncidence naquit l'idée d'Assemblée nationale des enfants du Brésil. Conçu selon des modalités participatives rigoureuses, inscrit dans le programme des écoles, ce processus mobilise plusieurs millions d'enfants de douze à quinze ans. Ils désignent leurs délégués, à l'échelle des écoles puis des Etats brésiliens pour élaborer ensemble leurs réflexions sur l'avenir et leurs engagements. L'Assemblée de 2005 fut à cet égard un modèle. Les délégués sont allés présenter au Président Lula le texte qu'ils venaient d'élaborer et d'adopter : « nous allons prendre soin du Brésil ». Et le Président leur fit observer qu'ils étaient les premiers à venir le voir non pour revendiquer un avantage mais pour assumer un engagement.

Mais pouvait on s'en tenir au Brésil ? Edith Sizoo, la coordinatrice de l'Alliance en charge de la Charte fut si éblouie de ce à quoi elle assistait qu'elle demanda aux délégués : pourquoi ne pas inviter vos collègues du monde entier à participer à cette réflexion ? D'où l'idée d'une Assemblée mondiale des jeunes, conçue selon les mêmes modalités rigoureuses. La Fondations Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme, impliquée dès l'origine dans le développement de l'Alliance, ne pouvait qu'être à son tour séduite par cette audace: si les enfants d'aujourd'hui n'apprennent pas à dialoguer ensemble et à assumer ensemble leurs responsabilités vis à vis de la planète, comment pourraient-ils échapper à la schizophrénie galopante de la génération des adultes actuels, empêtrés dans leurs contradictions, enfermés dans leurs logiques nationales et leurs intérêts à court terme et impuissants à réorienter une aventure humaine malgré la certitude d'aller vers la catastrophe ? force est de constater qu'au train où vont les choses nos enfants et petits enfants auront à subir les conséquences de notre propre irresponsabilité et que les droits des générations futures sont objet de discours et non, comme ce devrait être, source de jus cogens , de droit universel.

De 2005 à 2010, l'idée de préparer une Assemblée mondiale des jeunes a fait naître des dynamiques nouvelles, ou fédéré des initiatives préexistantes. Et, en juin 2010, s'est tenue à Brasilia la première conférence mondiale des jeunes. Cinquante délégations nationales, de tous les continents. Dix jours de rencontre. La même méthodologie rigoureuse, respectueuse de l'autonomie des enfants et adolescents. Les adultes accompagnateurs exclus des ateliers de travail des jeunes, animés par des facilitateurs de vingt ans. J'ai été témoin de cette Assemblée, conquis par l'incroyable mélange de sérieux et de musique, d'engagements et de rires propre à cet âge. Seuls peut être les jamborees des années trente du mouvement scout alors à son apogée ou, dans un autre registre, les Journées mondiales de la jeunesse de l'Eglise catholique ont approché ce sentiment physique d'une communauté universelle, unie par une commune conviction et une commune espérance. La gravité joyeuse, le sentiment de vivre un moment exceptionnel et d'avoir le devoir, toujours si périlleux, de rendre compte à tous les autres, à ceux qui sont restés au pays, de ce que l'on a vécu d'indicible De cette assemblée est né la Charte : » nous allons prendre soin de la planète ».

A son tour, comme un témoin qui se transmet, elle a donné naissance à des dynamiques continentales, comme celle qui a réuni à Bruxelles, en mai 2012, la conférence européenne des jeunes. Signe des temps, elle s'est tenue au siège du Comité des régions européennes et la séance finale, où les jeunes ont présenté leurs conclusions, s'est tenue en présence du président du Comité économique et social européen. Le temps n'est plus où les défenseurs des droits de l'homme pouvaient considérer que les faibles ne devaient que revendiquer des droits, la responsabilité étant réservée aux « puissants ». Les jeunes revendiquent haut et fort le principe de responsabilité de chacun proportionnée à son savoir et son pouvoir. Et c'est la force de leur interpellation : nous sommes prêts, dès maintenant, disent-ils, à assumer nos responsabilités. Et vous ?